

## Emmanuel Macron : le candidat de la soumission



Macron est une parfaite émanation de la gauche dite Coclico, acronyme de communautariste, clientéliste et communicationnelle.

Avec Serge  
Federbusch

### 1 – Macron : comme le nez au milieu de la figure

L'affaire de la visite du ministre turc des affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu qui a participé dimanche 12 mars à une réunion à Metz pour promouvoir le « oui » au référendum constitutionnel du 16 avril sur le renforcement des pouvoirs présidentiels en Turquie après qu'il ait été refoulé d'Allemagne et des Pays-Bas, devrait réveiller les endormis qui auraient oublié le caractère néfaste du quinquennat qui s'achève.

S'il est une tradition républicaine, c'est bien de ne pas tolérer les ingérences étrangères et les exercices de propagande officielle sur notre sol. C'est pour cela qu'il est interdit strictement à tout candidat ou parti français de recevoir de l'argent d'une personne physique ou morale étrangère. C'est en vertu de ce principe que Mou-Président s'était récemment ému des manoeuvres réelles ou supposées de Poutine.

Aux Etats-Unis, ces règles ont un cours encore plus strict, comme en témoignent les polémiques récurrentes sur le rôle joué par la Russie dans la dernière élection présidentielle.

Mais voilà que nous avons cédé là où les autres ont résisté ! Erdogan a pu faire la promotion, sur le territoire français, de son proconsulat et de son installation progressive de la charia en Turquie. Les réactions à cette capitulation sont édifiantes. La droite a hurlé, heureusement. Hamon s'en est réjoui, toujours en quête de plaire à l'électorat qui fait la loi dans les bistrotts et les rues de Trappes.

Mais la réaction la plus intéressante a été celle de Macron : c'est à l'Europe de traiter le problème de manière coordonnée a-t-il dit !

**Cette façon permanente qu'à Macron de botter en touche commence à se voir comme son nez au milieu de sa figure, sans référence à une caricature quelconque.** Dans le cas présent, les autres pays européens concernés avaient justement signifié au Turc qu'il était non grata. Attendre une décision communautaire dans des domaines où prime encore la loi nationale, comme l'appréciation du droit de réunion et des troubles à l'ordre public, n'est ni plus ni moins qu'une abdication de notre souveraineté. Vu la manière dont l'Union ne décide plus de rien autant en déduire que plus rien ne se fera jamais.

Cette posture macronienne ne relève hélas pas d'un incident isolé.

---

**Ainsi, son parti-pris d'augmenter les crédits de politique de la ville et d'étendre les mesures de discrimination positive fait de Macron l'incarnation même de la gauche Terra Nova qui a inspiré le PS depuis plus de 10 ans et a conduit le gouvernement socialiste à sa mollesse sur les questions de laïcité. Macron est une parfaite émanation de la gauche dite Cocllico, acronyme de communautariste, clientéliste et communicationnelle.**

A propos de discrimination positive, Malika Sorel a justement rappelé dans le Figaro que : « C'est un poison qui sème le ressentiment dans le cœur des hommes, car elle prend appui sur le postulat selon lequel les uns discriminent les autres. Qui peut imaginer récolter la paix, après avoir ainsi divisé le corps social entre victimes et bourreaux? (...) En privilégiant les uns, elle se transforme en discrimination négative pour tous les autres. »

**Mais, comme dans tous les domaines, Macron veut pousser le bouchon des errements et renoncements « hollandais » plus loin encore.** Pas question pour lui bien sûr d'interdire le voile à l'Université, à l'hôpital ou de réprimander les différentes provocations vestimentaires comme le burkini. Ce serait des atteintes au droit de l'homme. Et les droits de ceux, médecins ou professeurs, qui ne veulent pas avoir à traiter avec des femmes qui arborent des tenues rétrogrades leur signifiant qu'elles voient en eux des agresseurs sexuels potentiels ? Macron n'y pense même pas.

Il campe sans sourciller dans la dhimmitude face à l'islam réactionnaire et appelle cela une « bienveillante exigence ». Au vu du degré de détermination de chacun, la bienveillance l'emporterait vite sur la molle exigence. Macron n'a pas mesuré à qui il avait à faire.

A Jean-François Kahn qui lui avait suggéré que les musulmans qui « n'acceptent pas que la loi républicaine passe avant la loi de Dieu sont des extrémistes », Emmanuel Macron s'était inscrit en faux : « Non, je ne suis pas d'accord. Dans le champ public, je ne leur demande qu'une seule chose : qu'ils respectent absolument les règles ». Mais il ne comprend rien à rien puisque l'islam ne distingue pas le champ public du champ religieux.

**Avec Macron à l'Élysée, il est probable que des fillettes voilées testeront rapidement la réaction de la république en se présentant dans les lycées et collèges en uniforme néo-fasciste. Si d'aventure un proviseur ou un professeur réagissaient mal, il leur faudra présenter des excuses, un peu comme pour ce crime contre l'humanité que fut à son goût la présence française en Algérie. Ils attendront la circulaire du ministère qui attendra elle-même le feu vert de Bruxelles qui attendra Godot. Pendant ce temps, les voiles auront triomphé de la loi.**

Alors qu'il faudrait d'urgence transformer les allocations familiales en mécanisme de subventions pour des services publics et privés respectant une stricte laïcité, la France de Macron alimenterait de plus belle la machine à remplacement de population financée sur crédits publics. Elle enfoncerait plus profondément encore sa tête dans le sable de l'angélisme et de la trouille.

Sur les questions économiques et financières, le même mécanisme est à l'œuvre. Une fois n'est pas coutume, nous rendrons hommage à Mediapart qui a parfaitement résumé le programme macronien comme la déclinaison tout azimut des attentes de Bruxelles.

Pas question avec Macron de faire pression sur ce monstre bureaucratique ou sur la BCE, son appendice faux-monnaieur de Francfort, pour revoir le fonctionnement de l'Union, qui a grandement contribué à la ruine de nos petites et moyennes industries depuis trente ans. **Ce corset communautaire rend pourtant vains les efforts de redressement budgétaire que Macron prétend entreprendre.**

Tout au plus Macron espère-t-il faire comme Hollande : vanter des mesures purement cosmétiques. Mais, là aussi, depuis quelques jours, les esprits s'éclaircissent et la démonstration des entourloupes macroniennes se fait jour. Un exemple frappant : celui du tour de passe-passe, déjà utilisé par l'Enfumeur élyséen actuel, qui consiste à présenter comme des économies budgétaires des dépenses en simple retrait par rapport à une évolution réputée spontanée des crédits de l'Etat. Je fais un peu moins que ce que j'aurais pu faire si je n'avais rien fait : voilà en quoi consisteraient la soi-disant discipline budgétaire macronienne et ses prétendus 60 milliards d'économies en cinq ans. **En bon inspecteur des finances, Macron ne touchera pas à la pyramide bureaucratique française dont la large base garantit le maintien des privilèges du groupuscule qui en occupe le sommet.**

Partout c'est la technique du rideau de fumée et le calcul froidement assumé que les Français, au fond, ont peur du changement sauf s'il est purement verbal. Un autre exemple significatif est celui des retraites. Macron dit qu'il lancera une grande consultation pendant deux ans et ne touchera pas à l'âge légal de départ ni aux droits de ceux qui l'atteindront pendant son mandat.

**Voilà qui est extraordinaire : un candidat se présente avec un projet dont il affirme qu'il n'aura aucune conséquence matérielle concrète pendant qu'il sera au pouvoir ! C'est assumer la vacuité de ses intentions et jouer, une fois encore, sur un conservatisme déguisé sous un verbiage « révolutionnaire ».**

La France peut-elle se payer cinq ans de mensonges et d'immobilisme supplémentaires ? Elle peut au moins en rêver : tel est le pari politique de Macron et de son renouvellement de pure forme. Renoncement et soumission, les Français se laisseront-ils abuser ?

## **2 – Notre Waterloo universitaire**

Pendant qu'on distrait l'opinion avec un jeu politicien qui consiste à choisir celui qui ne voudra ou ne pourra rien faire pendant cinq ans, le glissement de la France dans un domaine hautement sensible et stratégique, à savoir la qualité de son enseignement supérieur, se poursuit.

**Le classement des établissements relègue nos meilleures universités et plus grandes écoles dans ses profondeurs. La prestigieuse école polytechnique est désormais 74ème pour les métiers de l'ingénieur. L'université de Waterloo, en Belgique,**

---

est 60ème. Quoi de plus explicite ?